



COMMENTAIRE DE JURISPRUDENCE NUMÉRIQUE APERÇU MENSUEL, JUILLET 2023, VOL. 146

Des expertes et experts renommé(e)s commentent la
jurisprudence actuelle de manière précise et exacte.

ACCORDS BILATÉRAUX SUISSE-UE

Auslegung des Freizügigkeitsabkommens und Unionsbürgerrichtlinie

Benedikt Pirker

Im vorliegenden Entscheid ergänzt das Bundesgericht seine bisherige Rechtsprechung zur Relevanz von nach der Unterzeichnung des FZA ergangenen Urteilen des EuGH für die Auslegung desselben um einige - allerdings nicht ganz eindeutige - Ausführungen zu den sogenannten «triftigen» Gründen, aus denen vom EuGH abgewichen werden kann. Vor allem EuGH-Rechtsprechung zur für die Schweiz nicht verbindlichen Unionsbürgerrichtlinie dürfte betroffen sein.

Commentaire de l'arrêt du : Tribunal fédéral [2C_484/2022](#) du 15 mai 2023
Publié le 20 juillet 2023

DROIT DES CONTRATS

Vorsicht beim Einsatz des Strafrechts bei Gewährleistungsfällen

Solveig Schurti / Dario Galli / Markus Vischer

In BGE 148 IV 409 (= Pra 2023, Nr. 32) entschied das Bundesgericht, dass der Käufer sich nicht der üblen Nachrede schuldig macht, wenn er den Investor des Verkäufers gegenüber seinem Anwalt in der Hitze der Debatte wegen angeblicher Verletzung des Kaufvertrags als Betrüger bezeichnet. Solche Äusserungen sind laut Bundesgericht jedoch ehrverletzend und damit strafrechtlich relevant, wenn sie gegenüber anderen Dritten wie bspw. Geschäftspartnern des Investors gemacht werden.

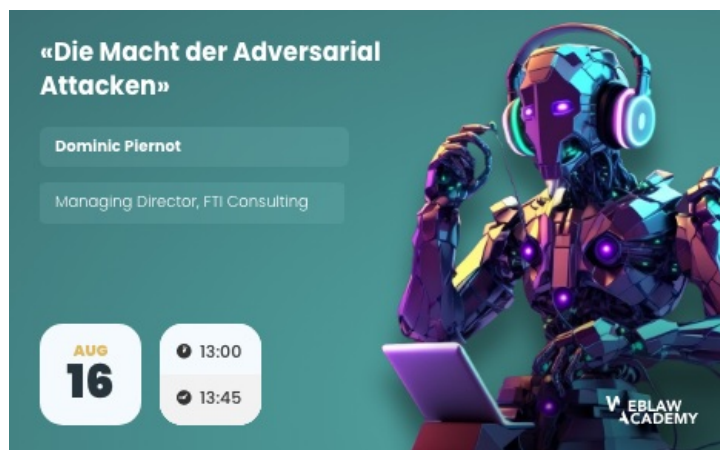
Commentaire de l'arrêt du : Tribunal fédéral [6B_1287/2021](#) du 31 août 2022 publié en tant qu'ATF [148 IV 409](#)
Publié le 13 juillet 2023

Due Diligence bei Liegenschaftskäufen bezüglich Dienstbarkeiten

Joëlle Lötscher / Dario Galli / Markus Vischer

In seinem Urteil [5A_346/2021](#) vom 29. November 2021 entschied das Bundesgericht, dass der Käufer eines Grundstückes die Grundbuchbelege einsehen muss, wenn es um die Ermittlung des Inhalts einer Dienstbarkeit geht.

Commentaire de l'arrêt du : Tribunal fédéral [5A_346/2021](#) du 29 novembre 2021
Publié le 10 juillet 2023



DROIT DU TRAVAIL

Résiliation abusive et indemnité de départ d'un travailleur âgé

Vincent Carron

Dans le cas d'espèce, le Tribunal fédéral confirme l'exigence de la forme écrite pour conclure un accord portant sur une indemnité à raison de longs rapports de travail, et admet que la preuve du respect de cette exigence ne suppose pas forcément la production de l'accord lui-même dans la procédure.

Commentaire de l'arrêt du : Tribunal fédéral [4A_307/2022](#) du 18 janvier 2023

Publié le 28 juillet 2023

Compétence de la commission paritaire cantonale en recouvrement de peines conventionnelles

Vincent Carron

Dans le cas d'espèce, sur la base d'une interprétation de la CCT en question, le Tribunal fédéral, confirme la compétence de la commission paritaire cantonale pour recouvrer en justice la peine conventionnelle qu'elle avait fixée.

Commentaire de l'arrêt du : Tribunal fédéral [4D_46/2022](#) du 19 janvier 2023

Publié le 28 juillet 2023

DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ ET ARBITRAGE

No setting aside without reasoning

Axel Buhr

According to the Swiss Federal Tribunal, parties are de facto unable to successfully request the setting aside of an unreasoned award in cases where the release of an unreasoned award is in line with the procedural rules agreed by the parties. In such a situation, the scrutiny of the Swiss Federal Tribunal is «inaccessible».

Commentaire de l'arrêt du : Tribunal fédéral [4A_41/2023](#) du 12 mai 2023, destiné à publication

Publié le 10 juillet 2023

Les nouveautés juridiques les plus récentes sont résumées
pour vous dans les Blogs.

DROIT DE LA FAMILLE ET DROIT DES PERSONNES

Reformatio in peius im Berufungsverfahren betreffend Kindesunterhalt

Jean-Michel Ludin

DROIT DE LA PROTECTION DES DONNÉES

Le Tribunal fédéral restreint l'accès au juge administratif



DROIT DE L'ENVIRONNEMENT

Le plan d'affectation partiel du projet de parc éolien « Eoljoux »

Margaux Collaud

Mobile honorable et activisme climatique

Andres Payer

DROIT DES CONTRATS

Vorkaufsrecht

Martin Rauber

Le scandale du dieselgate et la notion de dommage

Florence Perroud

DROIT DU TRAVAIL

Arbeitgebereigenschaft des Bundesverwaltungsgerichts

Nicolas Facincani

Besonderes staatliches Verhältnis von Lehrern

Nicolas Facincani

Keine ungerechtfertigte Ungleichbehandlung beim Bonus

Nicolas Facincani

L'exception au prononcé d'une interdiction à vie d'exercer une activité et la notion de « cas de peu gravité »

Camille Montavon

DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ ET ARBITRAGE

Swiss Supreme Court sets aside CAS award for admitting a timebarred request for disqualification of an arbitrator

Anna Kozmenko / Eung-Kyung Suyeonne Cho

Further challenge in long-running Palestinian casino project dispute dismissed

Anya George / Janine Häsler



DROIT PÉNAL

Impossibilité de contacter le prévenu et renonciation implicite à l'appel
Victor Sellier

La réduction de l'indemnité pour détention excessive en cas d'expulsion
Quentin Cuendet

La qualité de partie du plaignant dans la procédure de récusation
Sandy Ferreiro Panzetta

Les rétrocessions (une nouvelle fois) sous l'œil du juge pénal
Philipp Fischer

La fixation de seuils pour déterminer la gravité de l'infraction d'obtention illicite de prestations d'une assurance sociale (art. 148a CP)
Camille de Salis

DROITS RÉELS

Conversion d'une peine pécuniaire en peine privative de liberté de substitution et compatibilité avec la Directive européenne sur le retour
Laura Ces

EDITIONS WEBLAW

Le CJN rassemble des commentaires de jurisprudence rédigés par plus de 100 spécialistes, issus d'une trentaine de domaines juridiques. Les commentaires des experts font l'objet d'une évaluation par les pairs qui, réalisée par une rédaction renommée, permet de garantir un niveau de qualité élevé.

Outre les commentaires d'experts, le CJN abrite également des articles de blog. La responsabilité de ces articles incombe aux auteurs et propriétaires des blogs - [Liste des blogs](#)

Le CJN est proposé individuellement et dans le cadre du portail d'informations et de recherches Push-service des arrêts. Les commentaires peuvent être cités par une proposition de citation et des notes marginales.

Statistique :

Nombre d'accès au Push-Service des arrêts : 7667

Informations et impressum :

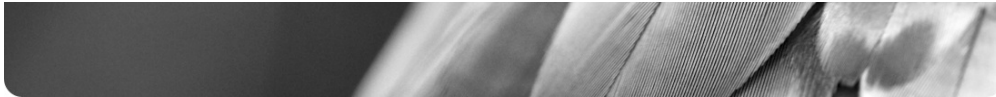
info@weblaw.ch | T +41 31 380 57 77

ISSN 1663-9995, Editions Weblaw.

Inscription et changement d'adresse : Login à <https://register.weblaw.ch>. En suivant les onglets «Modifier ses données personnelles» et ensuite «Adresse mail» il est possible de changer son adresse e-mail ou d'annuler l'abonnement à la newsletter du Push-Service des arrêts.

Prière de ne pas répondre à cet e-mail. Si vous désirez prendre contact avec nous, veuillez utiliser les données de contact indiquées.

<https://cjn.weblaw.ch>



Weblaw SA | Schwarztorstrasse 22 | 3007 Berne
T +41 31 380 57 77 | F +41 31 380 57 78 | info@weblaw.ch

weblaw.ch